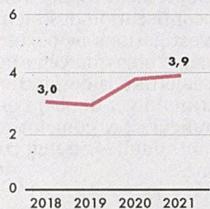
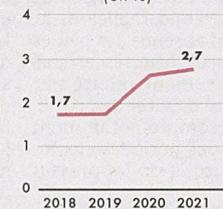


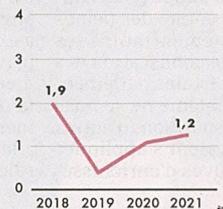
Taux de croissance du PIB réel (en %)



Taux de croissance du PIB réel par habitant (en %)



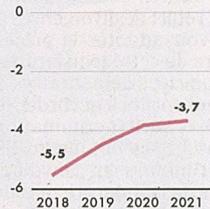
Inflation de l'IPC (en %)



Solde budgétaire (en % du PIB)



Compte courant (en % du PIB)



SOURCE : DONNÉES DES AUTORITÉS NATIONALES, LES CHIFFRES POUR 2019 SONT DES ESTIMATIONS, LES CHIFFRES POUR 2020 ET 2021 SONT DES PROJECTIONS PAR L'ÉQUIPE DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE.

# Perspectives économiques. La BAD prévoit une croissance de 3,7% en 2020

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques en Afrique 2020, la banque déclare que les perspectives économiques à moyen terme restent favorables. La croissance du PIB réel devrait rebondir à 3,7% en 2020 et s'établir à 3,9% à partir de 2021.

**Aziz Diouf**  
a.diouf@leseco.ma

Après le Centre marocain de conjoncture (CMC), Bank Al-Maghrib et le Haut-commissariat au plan (HCP), qui ont respectivement prévu que l'économie marocaine enregistrera une croissance de 4,6%, 3,8% et 3,5% en 2020, la Banque africaine de développement (BAD) vient à son tour de se prêter au jeu de prospective économique. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques en Afrique 2020, publié la semaine dernière, la BAD annonce qu'au Maroc, les perspectives économiques à moyen terme restent favorables et la croissance du PIB réel devrait rebondir à 3,7% en 2020 et s'établir à 3,9% à partir de 2021. Les experts qui ont rédigé le rapport fondent leurs propos, d'une part, sur un diagnostic profond de l'économie marocaine, et d'autre part, sur les importants efforts entrepris pour améliorer le cadre macroéconomique dans le royaume. Leur diagnostic remonte à 2013. Depuis cette année-là, constatent-ils, l'élan de diversification des exportations dans les chaînes de valeur des métiers mondiaux s'est consolidé (+13% pour l'automobile, +8,2% pour l'agroalimentaire, +10,1% pour l'aéronautique et

+6% pour l'électronique). Depuis 2013, le poids du secteur secondaire dans le PIB est également demeuré quasi-constant (26,1% en moyenne), tandis que le poids de l'agriculture dans le PIB a stagné à 12,4% en moyenne, en dépit du Plan Maroc vert, destiné à promouvoir l'agriculture et à mieux l'arrimer à l'industrie. Ce sont tous ces facteurs, combinés au stress hydrique - qui a limité les performances du secteur agricole (environ 46% des actifs) - et à la faiblesse de la croissance dans la zone euro (76% des échanges du Maroc), qui ont donné lieu à un taux de 2,9% en 2019, avec une croissance du PIB réel qui a poursuivi sa décélération. Selon les experts, la reprise, qui sera progressivement de retour cette année, s'explique par les efforts entrepris depuis l'année dernière pour améliorer le cadre macroéconomique. Au niveau de la po-

liti budgétaire, ces efforts qui se poursuivront cette année et en 2021 viseront notamment à concilier la baisse des dons en provenance du Conseil de coopération du Golfe (CCG); à augmenter les dépenses sociales pour un modèle de développement plus inclusif et à instituer une gestion plus rigoureuse et prudente de la dette. Ce faisant, le déficit budgétaire, financé par le marché domestique, tombé à 3,6% du PIB en 2019, atteindrait 3,3% en 2021 grâce à de meilleures perfor-



**Selon les experts de la BAD, la reprise, qui sera progressive, s'explique par les efforts entrepris depuis l'année dernière pour améliorer le cadre macroéconomique.**

## Trois grands défis structurels

Le rapport de la BAD a également identifié trois grands défis structurels auxquels le Maroc doit faire face pour s'inscrire durablement dans le cercle vertueux de la croissance économique. Premièrement, le développement du capital humain à travers l'éducation et la formation doit être plus en lien avec les besoins du secteur privé. Deuxièmement, le système de protection sociale, qui coûte 3% du PIB (contre 2% dans les pays à revenu intermédiaire), doit être optimisé et rationalisé. Et troisièmement, les rigidités du marché du travail doivent être réduites afin de diminuer le chômage des jeunes. L'ouverture au secteur privé des activités et des services encore opérés par les établissements et entreprises publiques stimulerait la compétitivité et induirait un regain de productivité des facteurs travail et capital. Enfin, un renforcement de la gouvernance accroîtrait l'efficacité de l'action publique et réduirait les disparités géographiques.

mances fiscales et à un meilleur contrôle des dépenses. La dette du Trésor, estimée à 65,3% du PIB en 2018, devrait baisser à 65,1% en 2019, puis à 63,1% en 2021, sous l'effet d'une croissance du PIB réel plus robuste. Le déficit du compte courant, ressorti à 5,5% du PIB en 2018 en raison de la facture pétrolière et des importations de biens d'équipement, devrait passer de 4,6% en 2019 à 3,9% en 2020, puis à 3,7% en 2021. Quant à l'inflation, elle devrait se situer autour de 1,0% sur la période 2019-2021. Selon la BAD, le royaume devrait également activer d'autres leviers pour améliorer ses performances économiques. Le Maroc devrait, par exemple, se servir de sa position géographique stratégique pour s'ériger en hub de projection pour les entreprises étrangères désireuses d'opérer ou de s'établir en Afrique. Bien marketés l'amendement de la loi sur les PPP et la politique de régionalisation avancée pourraient également offrir des opportunités d'investissements au secteur privé, expliquent-ils.